

Bureau des installations et travaux réglementés  
pour la protection des milieux  
Affaire suivie par : SS

Marseille, le **13 MAI 2026**

**Arrêté n°2026-203-APMU  
imposant des mesures d'urgence à la métropole Aix-Marseille-Provence  
afin de protéger l'environnement des écoulements de lixiviats en dehors du périmètre ICPE de  
son installation de stockage de déchets non dangereux de l'Arbois  
sur la commune d'Aix-en-Provence à la suite de l'incident survenu le 5 mai 2026**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
préfet des Bouches-du-Rhône**

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.211-1, L.511-1, L.512-20 et R.512-69 ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 19 novembre 2025 portant nomination de monsieur Jacques WITKOWSKI en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux et notamment ses articles 11 et 22 ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation N°2021-94 A délivré le 5 décembre 2022 à la métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux de l'Arbois sur le territoire de la commune d'Aix-en-Provence au lieu dit « jas du Maroc », concernant notamment la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 4.2.3.3 ;

**VU** la déclaration d'incident transmise par la métropole Aix-Marseille-Provence en date du 5 mai 2026 relative à la découverte, le matin même, d'une flaque noirâtre en contre-bas du bassin de rétention BGC2 au niveau de la piste périphérique dans l'enceinte du site ;

**VU** le rapport de l'inspection de l'environnement du 13 mai 2026 relatif à sa visite du 6 mai 2026 ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 6 mai 2026, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

Écoulements non maîtrisés d'effluents liquides (concentrats de lixiviats issus du procédé d'osmose inverse) en partie basse du talus du bassin de rétention BGC2, vers le milieu naturel, mais contenus dans le périmètre ICPE ;

**CONSIDÉRANT** que ce constat constitue un manquement aux dispositions des articles 22 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié et 4.2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2022 susvisés ;

**CONSIDÉRANT** que ces écoulements de lixiviats, en dehors du bassin de rétention BGC2, sont susceptibles de polluer l'environnement (sol, eaux superficielles et eaux souterraines) ;

**CONSIDÉRANT** que les premiers aménagements mis en œuvre par l'exploitant pour collecter ces écoulements et les rediriger vers un bassin pérenne de stockage des lixiviats ne sont pas pérennes ;

**CONSIDÉRANT** que cette fuite est susceptible de fragiliser la structure du bassin de rétention des concentrats de lixivats BGC2 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient à l'exploitant de s'assurer, au moyen de contrôles appropriés et préventifs, du bon état et de l'étanchéité du bassin BGC2 ;

**CONSIDÉRANT** que le contrôle de la barrière de sécurité passive du bassin BGC2 n'a pas été entrepris depuis sa mise en service ;

**CONSIDÉRANT** que cette opération de contrôle est complexe et nécessite de vider le bassin BGC2 ;

**CONSIDÉRANT** par ailleurs, la récurrence de situations de perte d'étanchéité constatées au cours des dernières années ;

**CONSIDÉRANT** que face à cette situation, il convient, d'une part, de faire application de mesures d'urgences en application de l'article L.512-20 du code de l'environnement à l'encontre de l'exploitant, la métropole Aix-Marseille-Provence, afin de prévenir les risques de pollution des sols, des eaux superficielles et des eaux souterraines, et, d'autre part, d'engager les travaux nécessaires de pérennisation de l'étanchéité du bassin BGC2 ;

**CONSIDÉRANT** que les dispositions proposées ont pour objectif de préserver les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La métropole Aix-Marseille-Provence est tenue de respecter les mesures d'urgences prévues par le présent arrêté pour l'exploitation de son installation de stockage de déchets non dangereux de l'Arbois sur le territoire de la commune d'Aix-en-Provence au lieu dit « Jas du Maroc ».

Les délais mentionnés aux articles suivants s'entendent à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2 - Mesures d'urgence**

L'exploitant est tenu dès notification du présent arrêté :

- d'arrêter le rejet des concentrats d'osmose dans le bassin BGC2 et de les faire traiter dans une installation adaptée ;
- de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires permettant d'assurer la collecte des écoulements liquides observés en empêchant toute infiltration dans le sol ;
- de définir et mettre en œuvre une procédure de contrôles du talus afin de s'assurer de l'absence de nouvelles résurgences ;

- d'assurer par une surveillance périodique renforcée, a minima par un passage 3 fois par jour, de l'efficacité des mesures de rétention transitoire afin d'éviter tout déversement dans l'environnement. Une traçabilité de cette surveillance est réalisée et tenue à disposition de l'inspection des installations classées ;
- de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires permettant de vider entièrement le plus rapidement possible le bassin BGC2 ;
- de transmettre tous les 3 jours à l'inspection des installations classées un point d'avancement du niveau d'eau du bassin BGC2 et de l'impact induit sur les écoulements ;
- de ne plus utiliser le bassin BGC2, tant que son étanchéité n'est pas vérifiée et réparée ;
- de transmettre à l'inspection des installations classées sous 15 jours un plan d'action détaillé des solutions envisagées pour contrôler et réparer les barrières d'étanchéité active et passive du bassin BGC2 ;
- de réaliser un bilan des analyses mensuelles relatives au suivi des eaux souterraines, notamment de la source du Figuier, dont le contrôle est effectué à fréquence hebdomadaire, et de transmettre ce bilan correspondant à l'inspection des installations classées dans un délai de 7 jours.

### **Article 3 : Rapport d'incident**

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport détaillé établi conformément aux dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement. Ce rapport comprend notamment :

- les circonstances de l'incident ;
- les causes identifiées ou supposées ;
- les volumes estimés de lixiviats écoulés ;
- les zones impactées ;
- les mesures d'urgence mises en œuvre ;
- les mesures correctives envisagées pour éviter le renouvellement de l'incident.

### **Article 4 : Travaux de réparation**

Sur la base du plan d'action défini à l'article 2 du présent arrêté, l'exploitant justifie sous un délai de 2 mois le lancement d'une consultation de travaux visant à contrôler et réparer l'étanchéité du bassin BGC2.

Les travaux nécessaires afin de garantir l'efficacité et la pérennité de l'étanchéité sont réalisés, dans un délai de 12 mois, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé, notamment ses articles 11 et 22.

Un contrôle préalable à la remise en service du bassin BGC2 à la fin des travaux de réparation, est réalisé conformément aux dispositions des articles 18 à 20 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

L'exploitant met en place un dispositif temporaire de gestion des lixiviats permettant la poursuite de l'activité.

Dans le cas où il opte pour un traitement déporté hors site des lixiviats, il met en place une traçabilité des déchets conformément à la réglementation en vigueur. Le traitement des lixiviats est réalisé selon la hiérarchie suivante :

1. Traitement dans une installation implantée dans une installation de stockage de déchets non dangereux disposant des autorisations nécessaires ;
2. Uniquement en cas de défaillances ponctuelles des traitements prévus au point précédent : traitement dans une installation autorisée à recevoir ce type d'effluents.

Le traitement déporté vers une station d'épuration communale est interdit.

L'exploitant réalise une analyse des sols de la partie impactée par le déversement accidentel. Dans le cas où il détecte la présence de lixiviats, il opère un traitement par excavation des terres souillées et les remplace par des terres saines.

En fin de travaux, l'exploitant adresse au préfet un rapport final des opérations réalisées.

### **Article 5 - Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles précédents du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **Article 6 - Délais et Voies de Recours**

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, et sans préjudice de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

« 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;  
2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux. Ce recours administratif interrompt le cours du délai de recours contentieux, qui ne recommence à courir qu'à partir du rejet du recours administratif.

### **Article 10 - Exécution**

- Le secrétaire général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
  - Le sous-préfet d'Aix-en-Provence,
  - La maire de la commune d'Aix-en-Provence,
  - Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte-d'Azur,
  - Le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône,
- et toute autorité de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA